

Résolution sur la situation au LIBAN

Luxembourg | 8-11 juillet 2017

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie, réunie à Luxembourg (Luxembourg) du 8 au 11 juillet 2017, sur proposition de la Commission politique,

- RAPPELANT** que le Liban subit les retombées des crises régionales, commençant par le conflit israélo-palestinien en 1948, puis par la guerre civile de 1975 à 1990, et depuis 2011 de la guerre syrienne qui risque de durer encore très longtemps ;
- CONSIDÉRANT** que ce petit pays de 4 000 000 d'habitants ne peut supporter la présence de 400 000 réfugiés palestiniens depuis 1948 ainsi que 1 500 000 réfugiés syriens depuis 2011, avec tous les dangers que cela représente (santé, sécurité, extrême pauvreté menant souvent à l'extrémisme et au terrorisme)
- EXHORTE** les partis politiques libanais à ne pas s'ingérer dans les crises régionales, et de faire passer l'intérêt suprême du Liban souverain avant tout autre intérêt qui servirait une puissance étrangère (arabe, iranienne ou internationale) ;
- SE REJOINT** de l'adoption par le Parlement d'une nouvelle loi électorale qui permettra la tenue d'élections législatives en mai 2018 ;
- APPELLE** la communauté internationale à aider les autorités légales libanaises (gouvernement, forces armées, etc.) à combattre le terrorisme et à gérer le problème des réfugiés.